

Paroles de Corse

Les conditions de la confiance

par Antoine Giorgi*

a lors que la crise s'enlise en Corse et en France, j'ai le sentiment que notre situation politique n'est pas adaptée aux exigences du temps présent. Depuis les élections territoriales, je ne suis plus intervenu dans le débat public. Trois ans après, force est de constater que peu d'idées nouvelles ont émergé ! Le centre droit qui avait dirigé la région pendant vingt ans n'a toujours pas analysé les causes de sa défaite qui vont au-delà des querelles de personnes. N'ayant obtenu qu'une majorité relative, la gauche est réduite à gouverner en composant les alliances, au gré des dossiers. Seuls les nationalistes ont réussi à inscrire leurs idées sur l'agenda politique, encore profitent-ils de leurs acquis et de la cohérence d'une action qui, à la longue, a obligé les autres formations à faire du suivisme. Malgré tout, le débat insulaire, comparé à l'hystérie qui s'est emparée de la scène politique nationale, se déroule. Pour autant, les solutions de facilité habituelles perdurent : le clientélisme à gauche, l'alignement sur les appareils nationaux à droite, une lecture purement institutionnelle des réformes chez les nationalistes.

Trois enjeux majeurs

Aujourd'hui, je m'autorise à penser que l'on continue à « mettre la charrue avant les bœufs ». Alors que nos concitoyens sont confrontés aux difficultés de la vie quotidienne, à la montée du chômage et de la précarité, pour ne pas évoquer une violence sauvage et cupide, le monde politique entretient l'illusion qu'une réforme de la Constitution sera la réponse à tout !

Au risque de décalage avec l'opinion locale s'ajoute le risque de la schizophrénie envers le pouvoir national : à force de rejeter la faute sur l'autre, on finira par déresponsabiliser la société et à n'être plus crédibles ! Pour éviter de s'enfermer dans cette impasse, il convient de changer l'ordre des priorités. Le premier enjeu concerne l'éducation. Avec un taux record de sortie sans qualification et une fracture croissante entre le rural et l'urbain, la Corse a accumulé une véritable bombe à précarité. Réhabiliter l'envie de savoir, de la formation et de travail dès le plus jeune âge

est l'exigence que nous devons à nos enfants. Négocions avec l'État un plan de redressement, doté de moyens dérogatoires, fixons-nous un objectif ambitieux visant à l'excellence. Le deuxième enjeu sera lié aux valeurs et à l'identité. C'est autant un vecteur culturel que de cohésion sociale et de solidarité. Jamais dans la période contemporaine on n'aura engagé autant de moyens en faveur de la langue et de l'environnement, pourtant notre société apparaît toujours défragmentée, individualiste, en perte de sens commun. Le renforcement de l'identité appelle à l'ouverture : notre île a tout à

gagner à retrouver un environnement méditerranéen et faciliter les échanges dans tous les domaines avec nos voisins. Des marges de manœuvre sont disponibles notamment pour engager la Corse dans une société bilingue, à nous de les exploiter. Troisième enjeu : construire une économie de l'innovation, de la recherche et du développement. Le tourisme est un « bien nécessaire » pas « suffisant » d'abord, parce qu'une économie fondée sur cette seule activité resterait soumise aux aléas des modes et de la conjoncture, ensuite parce qu'elle générerait des déséquilibres écologiques et sociaux qui mettent en cause son acceptation collective.

Changeons de raisonnement

Souvent opposés, tourisme, foncier et environnement paraissent de plus en plus liés et c'est la meilleure combinaison pour que la Corse réussisse comme destination attractive et préservée. La maîtrise du foncier constitue un enjeu : ne nous plaignons pas que cette ressource ait pris autant de valeur ! Apprenons à gérer ce capital, à le valoriser, à le faire fructifier plutôt que de nous en dessaisir. Développer une activité productive de qualité dans l'agriculture et l'artisanat ne vont pas sans un élargissement de ces marchés : un tourisme étalé dans le temps et dans l'espace reste le meilleur argument. C'est dans l'innovation que nous possédons un potentiel inexploité : l'environnement est aussi source d'activités nouvelles. Encore s'agit-il pour impulser cette économie, d'atteindre un niveau réel de recherche et développement alors que la Corse occupe la queue du peloton. Sur ces trois priorités, c'est avant tout d'un changement de raisonnement plutôt que d'une réforme de la constitution dont nous avons besoin ! Cependant, je n'opposerai pas les deux dans la mesure où nos revendications auront besoin d'être crédibilisées ; tant auprès du gouvernement que de la population. Plutôt que d'un catalogue d'actions et de revendications, il vaudrait mieux faire une projection d'ensemble, tout en optimisant les moyens actuels. Dans le cadre du débat sur le Padduc comme sur la décentralisation, privilégions l'ambition, le pragmatisme et l'efficacité.



[À force de rejeter la faute sur l'autre, on finira par déresponsabiliser la société et à n'être plus crédibles !]

* Maire de Serra di Ferro, ancien conseiller exécutif